

POLITIQUE

Paul Kagame : « Le problème n'est pas entre moi et Tshisekedi, mais entre Tshisekedi et le M23 »

Jeune Afrique, 19 septembre 2023

Par François Soudan



Paul Kagame, président du Rwanda, à Kigali, le 17 janvier 2023.

© Vincent Fournier pour JA

Les relations entre Kigali et Kinshasa, la recrudescence des coups d'État en Afrique, l'élection présidentielle de 2024, l'Union africaine et le G20... Le président rwandais répond en exclusivité aux questions de Jeune Afrique.

Les coups d'État en Afrique de l'Ouest et les catastrophes naturelles en Afrique du Nord ont éloigné les projecteurs des médias internationaux de ce qui était, jusqu'à la mi-2023, leur « hotspot » favori sur le continent : la région des Grands Lacs. Un éloignement qui n'est que temporaire, tant les douze mois à venir risquent fort de les attirer à nouveaux au cœur d'une crise, celle que connaît l'est de la RD Congo, dont tous les ingrédients sont intacts.

Le bras de fer entre Félix Tshisekedi, qui s'apprête à solliciter, fin décembre, les suffrages de ses concitoyens, et Paul Kagame, qui sera sans nul doute candidat à sa quatrième réélection en août 2024, se poursuit sur fond d'instabilité chronique et mortifère dans la province congolaise du Nord-Kivu, liée au sort controversé du mouvement rebelle M23 et à des intérêts géoéconomiques antagonistes, dont nul ne peut prédire l'issue.

Dans ce contexte volatile, et dans celui des soubresauts qui agitent le continent, JA s'est entretenu avec le président rwandais, le 12 septembre, par visioconférence.

Jeune Afrique : Mali, Burkina Faso, Guinée, Soudan, Niger et maintenant Gabon... En moins de quatre ans, six pays ont connu des coups d'État sur le continent africain. Que vous inspire cette épidémie de putschs et le retour des militaires au pouvoir dans ces pays ?

Paul Kagame : Ces événements arrivent-ils juste comme ça, sans une explication ? Je crois qu'ils sont souvent le résultat d'une accumulation de griefs sur plusieurs années. On peut les analyser, trouver que ces raisons sont valables ou ne le sont pas, mais il y a forcément des facteurs qui amènent à cette extrémité. Cela ne me surprend pas.

Une épidémie ? C'est possible. On ne réalise ce qu'il se passe que trop tard, lorsqu'on a atteint le point de non-retour, alors que le virus vit avec nous depuis le début. Chaque changement ou implosion dans ces différents pays se résume à un mot : la gouvernance. La gouvernance, et ensuite la sécurité : ce sont elles qui posent les fondations du développement d'un pays, à condition qu'elles soient gérées de la bonne manière.

Comment réagir face ces situations qui vont à l'encontre des principes de l'Union africaine ? Par des interventions militaires ? Des sanctions économiques ?

Est-ce que le fait que l'Union africaine ou le reste du monde condamne un coup d'État règle le problème ? Non, puisque ce genre d'événements continue d'arriver. Cela veut bien dire qu'une condamnation ne suffit pas. Par ailleurs, un coup d'État est-il uniquement le résultat d'un putsch militaire ? Si vous avez un gouvernement civil impopulaire et qu'il change la Constitution pour que celle-ci facilite ses ambitions personnelles et non celles de son peuple, pourquoi ne le condamne-t-on pas ?

C'est ce genre de situations qui fait que les gens ne descendent pas dans la rue pour soutenir le président renversé et finissent par manifester leur soutien aux leaders des coups d'État. C'est une chose que de condamner les putschs, mais l'Afrique et l'Union africaine ne doivent pas ignorer les facteurs qui font qu'on en arrive là.

Quel regard portez-vous sur l'ancrage, dans les opinions de la plupart des pays concernés par ces coups d'État, d'un « sentiment antifrançais », sentiment qui a longtemps existé au Rwanda après le génocide des Tutsi ?

Il y a assurément un sentiment très négatif sur l'interférence des puissances étrangères dans la politique africaine. Peu importe qu'elle vienne de la France, des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la Belgique. Il y a un véritable rejet de cette attitude, et c'est justifié, et ces pays doivent en prendre conscience. Mais cela n'excuse pas non plus les problèmes que connaît notre continent et qui nous concernent, nous, avant tout.

Dans le cadre de votre tournée ouest-africaine du mois d'avril, vous avez rendu visite au président guinéen, Mamadi Doumbouya, arrivé au pouvoir en 2022 à l'issue d'un coup d'État. Les putschistes sont-ils des interlocuteurs légitimes à vos yeux ?

Un pays se résume-t-il à son président ? C'est là, je pense, que l'on se trompe. On ne parle souvent que des chefs d'État, en oubliant la question des populations. Si ces dernières arrivent à la conclusion qu'il faut un changement de gouvernant, peu leur importe celui qui arrive après le président renversé, elles essaient un nouveau leader. Et si celui-là déçoit aussi, elles soutiendront quelqu'un d'autre.

Nous sommes souvent superficiels dans notre façon de gérer des problèmes très sérieux. On se limite parfois à se demander quels présidents sont appréciés ou non par leurs pairs. Ce qui se passe sur ce continent, on doit en prendre pleinement la responsabilité, dans nos échecs comme dans nos réussites.

Pour la deuxième fois en six mois, mi-juin, le groupe d'experts de l'ONU a épinglé le Rwanda pour son soutien actif au M23, détaillant même la chaîne de commandement impliquée du côté de votre armée, tout en s'appuyant sur des images aériennes, des photos et des témoignages. Ne s'agit-il pas là de preuves irréfutables ?

Je ne sais pas de quoi ces gens sont experts, mais partons du principe que ce groupe a rédigé un « rapport ». La plupart des choses rapportées par ces experts ne correspondent pas aux faits tels que nous les connaissons.

Est-ce que le problème de la RDC est le M23 ou est-ce le Rwanda, vraiment ? Le Rwanda et le M23 seraient les problèmes de la RDC, et c'est tout ? Je pose la question parce que, dans ce rapport, il n'y a rien ou presque sur l'histoire des problèmes du Congo, sur la responsabilité des institutions congolaises, sur les crimes commis par les FARDC... Cela dure depuis plus de vingt ans, malgré la présence d'une mission de l'ONU qui a coûté des milliards de dollars. Pourquoi ne parle-t-on pas du bilan de cette mission ? Ces questions n'ont-elles aucun intérêt ?

Si le Rwanda est accusé de ce dont vous venez de parler, quelle pourrait-êre la raison de son implication [en RDC] ? Pourquoi les experts sont-ils silencieux là-dessus, sur la présence des FDLR dans cette région depuis toutes ces années, sur la menace qu'ils représentent pour le Rwanda et pour la RDC elle-même ? Le gouvernement congolais a regroupé ouvertement des gens qui se revendiquent comme étant anti-Rwanda, qui veulent faire tomber le gouvernement rwandais. Le président congolais les reçoit, mais ces experts n'en parlent pas.

Ils ne publient que ce qui est à charge contre le Rwanda, comme son supposé soutien au M23, et restent silencieux sur le reste, sur ce qui est à l'origine du problème de la RDC. Tout se résume à la responsabilité du Rwanda. Mais le Rwanda n'existe pas grâce à eux.



Des rebelles du M23 lors de l'officialisation de leur retrait de la localité de Kibumba, dans l'est de la RDC, le 23 décembre 2022. © AP/Sipa

Voilà plusieurs mois que la RDC et le Rwanda sont engagés dans deux processus de médiation, ceux de Luanda et de Nairobi. La voie diplomatique a-t-elle échoué ?

Non, parce que les efforts de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) ont permis le déploiement d'une force sur le terrain. Celle-ci a fait un excellent travail pour calmer les choses. Je suis surpris de voir, alors que cette solution est la seule qui a pour le moment produit des résultats, avec un cessez-le-feu globalement respecté malgré quelques affrontements ça et là, que les autorités congolaises veulent mettre un terme à sa présence. C'est

surprenant. Quels que soient les efforts qui ont jusque-là été mis en œuvre, les processus de Nairobi et de Luanda sont les seuls à avoir aidé à calmer les choses.

Pourtant, l'impasse perdure. D'un côté le gouvernement congolais refuse de dialoguer avec le M23, de l'autre les rebelles disent aujourd'hui ne pas être concernés par le processus de cantonnement. La reprise d'un affrontement armé est-elle devenue inévitable ?

Pourquoi ne pas blâmer les bonnes personnes pour cette situation ? S'il y a des reproches à faire au Rwanda, nous les assumons. Mais ne me demandez pas pourquoi le Rwanda ne gère pas le problème de ces gens. Cela ne relève pas de ma responsabilité. Les membres du M23 sont des citoyens congolais.

La force régionale ne doit-elle pas intervenir si l'impasse perdure, comme son mandat l'y autorise ?

Pourquoi estimez-vous que s'ils sont sur le terrain, c'est qu'ils doivent combattre le M23 ? D'où tenez-vous cela ? Ils sont sur le terrain pour combattre celui qui viole le cessez-le-feu, ce qui n'est pas équivalent au fait de combattre le M23. Ceux qui prônent cela sont ceux qui veulent continuer à se battre et ne permettent pas au processus politique de se poursuivre.

Là où vous avez raison, d'une certaine manière, c'est que, pour que le processus politique puisse se tenir, il faut que la RDC cesse de le rejeter. Si vous ne voulez pas d'un dialogue, comme les processus de Nairobi et de Luanda le prévoient, alors que voulez-vous ? Les dirigeants ne prennent pas leurs responsabilités. S'ils ne veulent pas parler, alors quelle solution envisagent-ils et où cela nous mène-t-il ?

Un dialogue est-il encore possible avec le président Tshisekedi ?

Quelqu'un qui refuse de parler à ses propres citoyens parlerait-il avec moi ? Ne serait-ce pas étrange ? J'ai toujours été disposé à échanger avec lui. Nous avons d'ailleurs beaucoup parlé ensemble à une époque, et les problèmes que nous avons aujourd'hui étaient alors déjà au cœur de nos discussions.

Est-ce que se parler aujourd'hui simplement pour le fait de se parler permettra de régler nos problèmes ? Ou doit-on se parler parce qu'il y a une opportunité concrète de résoudre la situation ? Se rencontrer juste pour se parler, on l'a déjà beaucoup fait. Je l'ai toujours accepté et j'ai toujours été disponible pour cela. Les gens disent que le problème est entre Kagame et Tshisekedi, mais ce n'est pas cela. Pourquoi venir me parler serait un obstacle aux discussions que le président congolais doit avoir de son côté pour résoudre les problèmes qu'il a avec ses propres concitoyens ?

La perspective prochaine de l'élection présidentielle en RDC a-t-elle selon vous un effet sur la relation entre les deux pays ?

Je ne sais pas. Et pour le moment, je m'en fiche.

À six mois de la commémoration des 30 ans du génocide des Tutsi, estimez-vous que la justice, bien qu'imparfaite, a été rendue pour les victimes ?

Je le pense. Aucune situation n'est parfaite, mais il y a eu d'immenses progrès. C'est pour cela que le pays est stable. Nous n'avons pas satisfait tout le monde du côté des victimes. Il y a eu trop de souffrance, une souffrance que l'on ne pourra jamais compenser.

Même du côté de ceux qui ont commis le génocide, il y a eu des progrès. Pour que justice soit rendue, tout d'abord. Mais aussi pour aménager un espace afin que certains deviennent de meilleurs citoyens pour ce pays. Les victimes se plaignent. Les responsables ont aussi leurs problèmes. Mais nous avons fait de grands progrès, à l'échelle de ce qu'on pouvait faire.

En décembre 2022, vous affirmiez que le Rwanda ne se laisserait pas intimider dans le dossier Rusesabagina, ironisant sur le fait que seule une invasion du Rwanda permettrait de le libérer. Sa peine a finalement été commuée en mars, semble-t-il à l'issue de négociations avec les États-Unis. Était-il devenu trop encombrant sur le plan diplomatique ?

Il y a, depuis le début, une certaine confusion dans cette affaire. Certains pays se sont très rapidement impliqués dans ce dossier, oubliant les crimes auxquels cette personne a participé. Ces pays sont d'une partie du monde avec laquelle nous avons à échanger. On ne vit pas dans un monde parfait, mais nous avons géré cette situation selon notre propre compréhension du dossier.

Nous sommes d'ailleurs parvenus à obtenir plusieurs choses. Concernant le problème que représentent Rusesabagina et ses associés, le narratif est désormais clair. Certaines personnes ne veulent pas en entendre parler mais beaucoup, parmi ceux qui souhaitaient comprendre, ont compris.

Peu importe ce dont nous étions convenus en coulisses, là où il se trouve aujourd'hui, cet individu a repris ses anciennes méthodes. Nous verrons comment gérer cela plus tard.

Après quatre années de relations glaciales avec l'Ouganda, les choses semblent aujourd'hui être rentrées dans l'ordre. De nombreuses tentatives de médiation avaient échoué auparavant. Pourquoi celle du fils du président Museveni, Muhoozi Kainerugaba, vous a-t-elle convaincu ?

Évidemment que les individus ont de l'importance, surtout à ce niveau de responsabilités. Ce qu'ils font, comment ils se comportent, tout cela compte. Mais il ne faut pas non plus perdre de vue ceux qui se montrent moins mais jouent aussi un rôle en coulisses, permettant ensuite aux individus de réussir ou contribuant à leur échec.

Si le général Muhoozi Kainerugaba a réussi, c'est d'une part parce que nous avons fait ce qu'il fallait de notre côté, avec l'aide de nos partenaires, et parce qu'il a lui aussi reçu l'aide de certains, je veux même croire celle de son propre père. Peut-être que ce à quoi son père n'était pas en mesure de me dire oui directement, il l'a dit à travers son fils. C'est possible. L'important, c'est le résultat.



Le président rwandais Paul Kagame et son homologue ougandais Yoweri Museveni, à Kigali, le 21 février 2020. © Xinhua/maxppp

En Centrafrique et au Mozambique, où vous intervenez en soutien aux autorités, le Rwanda a multiplié les offensives économiques. Que répondez-vous à ceux qui vous soupçonnent de lier votre aide militaire à des contreparties économiques ?

Tout d'abord, nous ne sommes pas à l'origine des problèmes pour lesquels on nous a demandé d'intervenir militairement. Je précise cela parce que certains pays ont, par le passé, causé des problèmes sur le continent et sont ensuite venus pour les régler tout en tirant des dividendes économiques, pillant ces pays sans même avoir été invités à intervenir.

Nous, nous n'opérons pas ainsi. Que cela soit en Centrafrique ou au Mozambique, ce sont les autorités de ces pays qui nous ont sollicités.

Ensuite, mettons de côté les considérations politiques pour évoquer l'aspect financier. Pour qu'un pays intervienne, sous mandat onusien ou dans le cadre d'un accord bilatéral, cela demande des ressources financières. Dans le cas des missions de l'ONU, si on prend par exemple le cas de la Centrafrique, les soldats sont payés avec le budget onusien. Mais l'autre partie de nos forces engagées dans le cadre bilatéral n'est payée ni par les autorités centrafricaines ni par l'ONU. Donc nous devons les payer nous-mêmes.

Nous ne sommes pas la France, nous n'avons pas les ressources pour financer ce genre d'opérations. Quelqu'un d'autre doit donc le faire. Ni la Centrafrique ni le Mozambique n'en ont la capacité financière. Dans le cas du Mozambique, nous avons demandé l'aide de l'Union européenne, qui y a répondu en débloquant une enveloppe de 20 millions d'euros. Mais cela ne représente qu'une infime partie, à peine 10 %, de ce qui a déjà été utilisé et de ce qui devra être dépensé.

Ces pays nous ont donc dit : « puisque personne n'a les moyens de vous payer, que ni vous ni nous n'avons l'argent pour financer ces opérations sur le long terme et que ce n'est pas au Rwanda de payer seul pour ses opérations chez nous, trouvons un autre fonctionnement. Nous avons des ressources internes, nous pouvons donc trouver un moyen de compenser votre investissement ». C'est aussi simple que cela. Vous pouvez en faire un problème, en dire ce que vous voulez, ce sont les faits.

La Belgique a récemment refusé la nomination de Vincent Karega, le diplomate que vous aviez désigné pour diriger votre ambassade à Bruxelles. Comment ce refus a-t-il été motivé, et peut-il avoir un impact sur la relation entre les deux pays ?

Nous avons en effet nommé Vincent Karega au poste d'ambassadeur du Rwanda en Belgique, mais après une longue attente, les autorités belges ont suggéré qu'on leur propose un autre nom. Naturellement, nous avons demandé pourquoi. Après tout, ils ont tout à fait le droit de ne pas accepter notre proposition. Mais quand cela arrive, il faut au minimum donner une explication pour le justifier. Or les réponses que l'on nous a données étaient loin d'être satisfaisantes.

Ils ont mis sur la table des arguments qui n'ont aucun fondement. Nous avons donc estimé qu'il nous fallait une meilleure explication et que nous n'allions pas changer de position et envoyer un autre ambassadeur. Nous avons plus tard compris que d'autres raisons avaient sans doute motivé ce refus.



Vincent Karega a été ambassadeur du Rwanda en RDC de 2020 à 2022.
© Twitter Vincent Karega

Notre interprétation est qu'il est clair que ce refus a été dicté par Kinshasa plus que par d'autres raisons. Vincent Karega y a été notre ambassadeur avant d'y être déclaré persona non grata, non pas à cause de son comportement mais parce qu'il était le représentant du Rwanda, un pays avec qui la RDC a des problèmes. Le problème ne se posait pas avec lui personnellement, mais avec le Rwanda. Nous en sommes donc restés là avec la Belgique, et nous n'avons pas l'intention de nommer un autre ambassadeur.

En juin dernier, la justice britannique a estimé que le projet d'expulsion vers le Rwanda des migrants arrivés clandestinement sur le sol britannique était « illégal ». Parmi les arguments invoqués figurait le fait que le Rwanda ne serait pas un « pays sûr ». Aucun migrant n'a été envoyé au Rwanda depuis la signature de l'accord avec le Royaume-Uni. Ne faut-il pas renoncer à cet accord, au regard du blocage qu'il suscite ?

Ce problème ne se pose que du côté britannique. Nous parlons de migrants en situation irrégulière se trouvant au Royaume-Uni, les procédures d'asile étant gérées là-bas, où se trouvent les tribunaux qui prennent les décisions dont vous parlez. Pourquoi est-ce que cela me concernerait ?

Si la justice conclut qu'il s'agit d'un accord illégal, c'est plus le Royaume-Uni que le Rwanda qui est visé. Nous ne ferions qu'accueillir des personnes dans le cadre négocié avec nos partenaires. Si ces migrants ne viennent pas à cause d'un problème qui concerne le Royaume-Uni, ce n'est pas notre affaire. Nous ne nous plaignons de rien, ni des tribunaux britanniques, ni du gouvernement britannique, ni de quoi que ce soit d'autre.

En avril dernier, vous avez été réélu à la tête du FPR avec 99,8% des voix. Aux yeux de l'opinion, cela fait de vous le candidat du parti pour la présidentielle qui se tiendra dans moins d'un an. Est-ce le cas ?

Vous venez de dire que c'était évident aux yeux de l'opinion publique. C'est donc le cas. Je suis heureux de la confiance que les Rwandais me témoignent. Je les servirai toujours, tant quand je le pourrai. Oui, je suis bel et bien candidat.

Vous n'ignorez pas que du point de vue occidental, votre maintien au pouvoir pendant plus de vingt ans ne correspond pas aux normes du politiquement correct. Pensez-vous que ces considérations ne sont pas adaptées au continent africain ?

Désolé pour l'Occident, mais ce que ces pays pensent n'est pas notre problème. Personnellement, je ne sais plus ce qui correspond aux valeurs occidentales. Qu'est-ce que la démocratie ? L'Occident qui dicte aux autres ce qu'ils devraient faire ? Mais s'ils violent leurs propres principes, comment les écouter ? Chercher à transplanter la démocratie chez quelqu'un d'autre, c'est déjà une violation de la démocratie en soi. Les peuples sont censés être indépendants et doivent être autorisés à s'organiser comme ils le souhaitent.

Votre position sur le conflit ukrainien est assez difficile à comprendre. D'une part, le Rwanda a voté en faveur d'une résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. D'autre part, lors de votre récente tournée en Afrique de l'Ouest, vous avez accusé l'Occident d'impliquer l'Afrique dans ses propres problèmes, ce qui colle au narratif de Moscou. Pensez-vous vraiment que la neutralité soit possible dans ce conflit ?

C'est possible dans mon cas. Je n'ai pas à prendre parti pour l'un ou l'autre camp puisque je n'ai rien à apporter à ce débat. Il est entre les mains d'autres pays, il ne me concerne pas. Nous avons voté en faveur de la résolution onusienne parce qu'elle faisait référence à un principe singulier. Qu'il s'agisse de la Russie, de l'Ukraine ou de tout autre pays, nous ne pouvons pas soutenir l'invasion d'un pays par un autre. Il n'y a aucune ambiguïté là-dessus.

Mais les problèmes de la Russie et de l'Ukraine ne se résument pas à cela. C'est ce que les pays directement affectés par cette situation nous disent eux-mêmes...

Quel est l'impact du Rwanda dans tout cela ? Les grandes puissances résolvent les choses de la façon dont elles le souhaitent. Je n'y suis pas associé, même si cette guerre nous affecte tous, quelle que soit la distance géographique que nous avons avec ce conflit.

C'est une bonne chose car cela faisait un certain temps que l'on en parlait. Mais j'ai suivi le sommet, et j'ai constaté que le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, n'y était pas présent. Il n'y avait

que le président en exercice de l'Union africaine, mon homologue des Comores, Azali Assoumani.

Cela pose un problème. À moins que le président de la commission de l'UA ne puisse pas venir pour des raisons personnelles, il me semble curieux qu'il ne soit pas invité à ce genre d'événement. En tant que président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat est le représentant légal de notre organisation continentale, d'autant que son mandat dure cinq ans alors que les chefs d'État se relaient chaque année à la présidence de l'UA. Le G20 a donc fait une bonne chose mais d'une mauvaise manière.